

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT

# La CNUCED

*en bref*

T



NATIONS UNIES

**Créée en 1964 en tant que mécanisme intergouvernemental permanent, la CNUCED est le principal organe de l'Assemblée des Nations Unies dans le domaine de commerce et du développement. Elle est également responsable, au sein des Nations Unies, des questions relatives aux pays les moins avancés.**

**Principaux objectifs :** aider les pays en développement à tirer le meilleur parti des possibilités de commerce, d'investissement et de développement qui s'offrent à eux, et à s'intégrer de façon équitable dans l'économie mondiale.

**Membres :** 191 Etats membres

**Secrétariat :** Siège à Genève (Suisse)

**Secrétaire général :** M. Rubens Ricupero (Brésil) depuis septembre 1995.  
400 fonctionnaires

**Budget :** 50 millions de dollars E.U. par an, imputés sur le budget ordinaire de l'ONU et environ 24 millions de dollars E.U. sur des fonds extrabudgétaires

## **LES GRANDS AXES DES TRAVAUX**

- La CNUCED est un forum où les Etats membres délibèrent ouvertement sur les problèmes de commerce et de développement.
- Elle mène des travaux de recherche et d'analyse, organise des activités de renforcement des compétences locales et de coopération technique dans les domaines suivants:

**Commerce international :** la CNUCED aide les pays en développement à participer de façon efficace aux négociations commerciales multilatérales en vue d'une meilleure intégration dans la système commercial international; elle renforce les capacités de ces pays dans le secteur des services; encourage l'intégration du commerce, de l'environnement et du développement; aide les pays tributaires des produits de base à réduire leur dépendance par le biais de la diversification des produits et la gestion des risques.

**Investissement, technologie et développement des entreprises :** la CNUCED étudie les tendances mondiales de l'investissement étranger direct (IED) et leurs incidences sur le développement; aide les pays en développement à attirer des capitaux et à mieux comprendre les enjeux des accords internationaux en matière d'investissement; élabore des stratégies pour favoriser le développement des petites et moyennes entreprises; examine les options dans le domaine des nouvelles technologies et met en place des cours de formation.

**Mondialisation et stratégies de développement :** elle étudie les tendances de l'économie mondiale et évalue leurs incidences sur le développement; cherche des solutions efficaces au problème de l'endettement des pays en développement et à la gestion de leur dette extérieure; contribue à la mise-en-place du Nouveau Programme des Nations Unies pour le développement de l'Afrique.

**Infrastructure des services pour le développement et efficacité commerciale :** la CNUCED s'efforce de faciliter le commerce en améliorant l'utilisation des services d'appui par le biais des technologies de l'information; elle analyse les possibilités pour les pays en développement de tirer parti du commerce électronique et des pratiques commerciales électroniques, et dispense des cours de formation dans ces domaines.

**Pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires :** elle veille à l'exécution du Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés (PMA); analyse les incidences des grandes initiatives internationales sur les PMA et aide ces pays à comprendre les enjeux des négociations commerciales multilatérales. En tant que point focal des Nations Unies pour les PMA, la CNUCED a joué un rôle important dans l'organisation des trois Conférences des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Paris 1981 et 1990, Bruxelles 2001).

Toutes les activités de la CNUCED prennent en compte les questions de développement durable, d'émancipation des femmes et de coopération économique entre pays en développement.

# PRINCIPAUX PROGRAMMES

## Commerce et produits de base

- Programme de négociations (Positive Agenda) et programme de diplomatie commerciale destinés à aider les pays en développement dans leurs négociations commerciales.
- Diversification des produits de base et développement: promeut la diversification des produits de base et des structures commerciales; aide les gouvernements à formuler et mettre en place des politiques de diversification et encourage les entreprises à adapter leurs stratégies commerciales et leurs produits au système commercial international.
- Politique de concurrence et de protection du consommateur: renforce la capacité des pays en développement à interpréter les lois et politiques de la concurrence et de la protection du consommateur. Publie des mises à jour régulières d'une Loi type sur la concurrence.
- Système d'analyse et d'information commerciales (TRAINS): ce système d'information utilisable sur micro-ordinateur met à profit la base de données de la CNUCED sur les mesures de réglementation commerciale. La version sur CD-ROM couvre 119 pays.

## Investissement et développement des entreprises

- Accords sur l'investissement international et la technologie: aide les pays en développement à participer à l'élaboration de règles pour l'investissement international au niveau bilatéral, régional et multilatéral. Le programme inclut des séminaires de renforcement des capacités nationales, des colloques régionaux et la préparation d'une série d'études.
- Examens des politiques d'investissement pour informer les gouvernements et le secteur privé sur les politiques et le climat d'investissement en vigueur dans les pays concernés. L'Egypte, l'Equateur, la République de Maurice, l'Ouganda, le Pérou et l'Ouzbekistan ont fait l'objet d'un examen de ce type.
- Guides de l'investissement et renforcement des capacités nationales des pays en développement. Cinq pays en ont bénéficié: le Bangladesh, l'Ethiopie, le Mali, le Mozambique et l'Ouganda.
- Programme EMPRETEC: favorise l'initiative et le développement des petites et moyennes entreprises au sein des 20 pays membres du programme. Un réseau d'information permet aux entrepreneurs d'accéder à des bases de données commerciales.

## Politiques macroéconomiques, dette et financement du développement

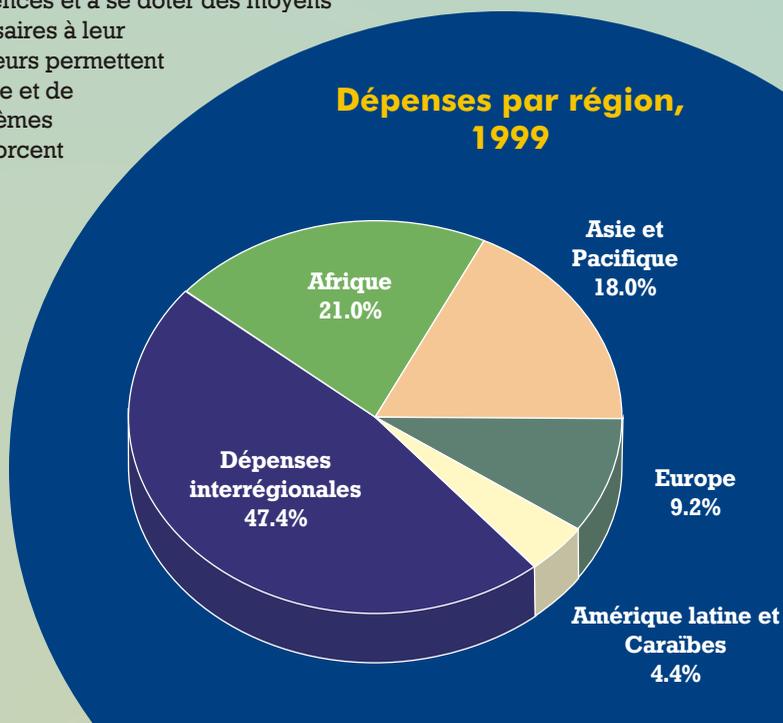
- Analyses et recherche sur le système monétaire et financier international et les défis concernant les enjeux macroéconomiques et les politiques de développement.
- Appui technique et conseils: offre son soutien au groupe intergouvernemental des pays en développement (G24) dans le cadre de leurs négociations et discussions avec la Banque mondiale et le Fond monétaire international, ainsi que les pays donateurs, y compris le Club de Paris.
- Le système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE): ce système informatique de gestion de la dette aide les pays en développement et les pays en transition à mettre en place les structures administratives, institutionnelles et juridiques nécessaires à une bonne gestion de leur dette extérieure. Ce programme, qui a débuté en 1982, est maintenant installé dans 82 pays.

## Transport, douane et technologie de l'information

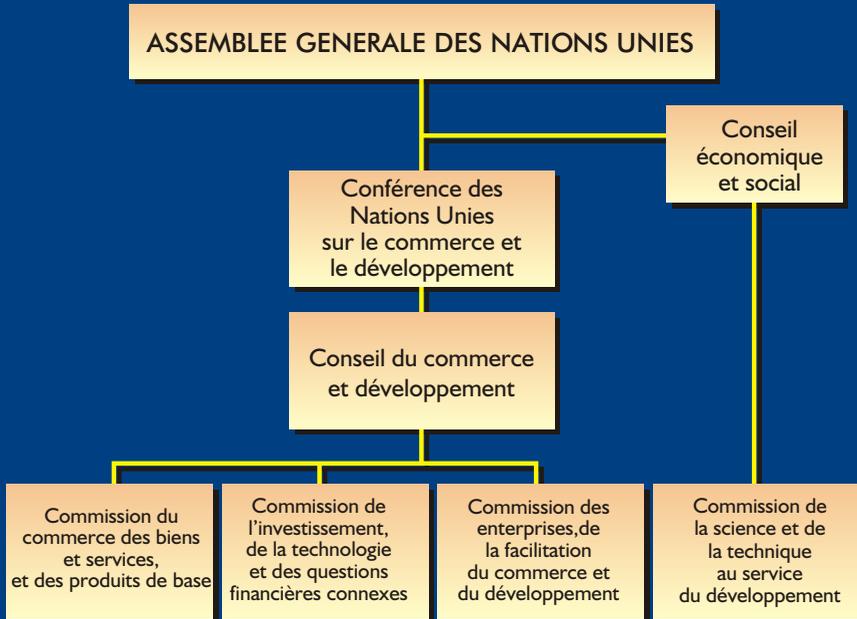
- Le système informatisé de gestion douanière (SYDONIA): système intégré qui accélère les formalités douanières et aide les gouvernements à réformer et moderniser l'administration des douanes. La dernière version du système facilite également l'introduction de pratiques commerciales électroniques. Utilisé par plus de 80 pays, SYDONIA est devenu le système de référence international pour l'informatisation des douanes.
- La gestion des itinéraires de transport: le système d'informations anticipées sur les marchandises (SIAM). Cet ensemble d'applications informatiques, qui permet de suivre le mouvement des marchandises, est installé dans 20 pays d'Afrique et d'Asie.
- Le programme des pôles commerciaux (GTPNET): 150 centres de par le monde offrent aux commerçants des informations et services relatifs au commerce et facilitent l'appropriation des techniques de commerce électronique.
- Le programme TRAINFORTRADE: ce programme établit des réseaux de formation et offre des cours de formation en matière de commerce international qui visent à donner aux pays en développement les moyens d'accroître leur compétitivité. Des programmes d'enseignement à distance en faveur des pays les moins avancés sont en cours d'élaboration.

## COOPERATION TECHNIQUE DE LA CNUCED

Plus de 300 projets, dans les domaines précités, sont en cours d'exécution dans plus de 100 pays. Ces projets visent à aider les pays en développement et les pays en transition à acquérir les compétences et à se doter des moyens institutionnels nécessaires à leur développement; ils leur permettent de mieux comprendre et de résoudre leurs problèmes économiques et renforcent leur pouvoir de négociation dans le domaine du commerce, du financement et des investissements internationaux.



## LA STRUCTURE INTERGOUVERNEMENTALE



- **La Conférence :**  
c'est l'organe directeur suprême de la CNUCED. Elle se réunit tous les quatre ans au niveau ministériel pour définir les priorités et les principes d'action. La dernière Conférence s'est tenue à Bangkok, Thaïlande, en février 2000.
- **Le Conseil du commerce et du développement :** se réunit à Genève une fois par an pour passer en revue les activités de la CNUCED et jusqu'à trois fois par an en réunion directive pour régler des problèmes urgents ainsi que des questions d'ordre administratif ou institutionnel.
- **Les commissions du Conseil :**  
Commission du commerce des biens et services, et des produits de base  
Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes  
Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement

Les commissions se réunissent normalement une fois par an. Elles peuvent en outre convoquer jusqu'à dix réunions d'experts au total chaque année pour traiter de questions spécifiques.

## A L'ACTIF DE LA CNUCED

- Système généralisé de préférences (1971): la valeur des exportations des pays en développement qui sont admises au bénéfice d'un traitement préférentiel sur les marchés des pays développés dépasse 70 milliards de dollars E.-U. par an.
- Système global de préférences commerciales entre pays en développement (1989).
- Accords internationaux sur le cacao, le café, le sucre, le jute et les articles en jute, les bois tropicaux, l'huile d'olive et les céréales.
- Fonds commun pour les produits de base, destiné à financer des stocks internationaux ainsi que des projets de recherche concernant ces produits (1989).
- Directives pour l'action internationale dans le domaine du rééchelonnement de la dette (1980).
- Conventions des Nations Unies relatives à un code de conduite des conférences maritimes (1974) et au transport de marchandises par mer (1978).

Les travaux de la CNUCED ont également abouti ou contribué aux décisions suivantes: accord sur les objectifs d'APD, notamment l'objectif de 0,7 % du PNB pour les pays en développement en général et de 0,15 % pour les PMA; création des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI; réduction de la dette publique des pays pauvres très endettés (PPTE)

## LA CNUCED ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Considérant que le succès de l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale dépend en grande partie de la coopération entre le secteur public et le secteur privé, la CNUCED associe étroitement les organisations non gouvernementales (ONG), les milieux universitaires, les parlementaires et le monde des affaires au processus intergouvernemental.

Les ONG ont contribué de façon significative à la dixième session de la CNUCED (Bangkok, 2000) et ont instauré un processus irréversible pour accroître la participation de la société civile aux mécanismes de délibération au sein des organisations internationales.

# PUBLICATIONS ANNUELLES

**Rapport sur le commerce et le développement** : analyse la situation économique mondiale, les tendances régionales et l'interaction du commerce, de l'investissement et des flux financiers; traite de stratégies de développement et de questions d'orientation intéressant les pays en développement.

**Rapport sur l'investissement dans le monde** : analyse l'évolution de l'investissement étranger direct (IED) à l'échelle mondiale, régionale et nationale; donne un point de vue équilibré sur l'interdépendance de l'IED et des sociétés transnationales; présente des recommandations pour accroître le rôle de l'IED en tant que vecteur de développement.

**Rapport sur les pays les moins avancés** : étudie les principaux problèmes auxquels sont confrontés les PMA et les mesures internationales d'appui; constitue une source d'analyses et de données socio-économiques détaillées et fiables sur les 49 PMA.

**Manuel de statistiques** : fournit un ensemble complet de statistiques utiles pour l'analyse du commerce et du développement dans le monde; donne des indicateurs fondamentaux du développement;

**Rapport sur le commerce électronique et le développement** : identifie les défis et le potentiel du commerce électronique dans le processus de développement.

**Etude sur les transports maritimes** : décrit l'évolution des transports maritimes et présente une analyse comparative de la situation dans les différentes régions. L'accent est mis en particulier sur les pays en développement.

## **Guide des publications de la CNUCED**

**Pour plus de renseignements, consulter le site web de la CNUCED:**

**[www.unctad.org](http://www.unctad.org)**

**ou s'adresser à :**

Service des relations extérieures  
CNUCED, Palais des Nations  
1211 Genève (Suisse)

Tél. (00 41 22) 907 1234

Télécopieur : 907 0043

Courrier électronique : [ers@unctad.org](mailto:ers@unctad.org)